

Déclaration sur la situation politique en Haïti

Djibouti (Djibouti) | 5 – 6 mars 2019

INQUIÈTE de la paralysie politique et de l'instabilité touchant Haïti en raison de larges mouvements de contestation populaire contre le pouvoir en place et dénonçant les conditions de vie et la corruption dans le pays ;

La Commission politique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie réunie à Djibouti (Djibouti) les 5 et 6 mars 2019 :

CONDAMNE toute violence, quel qu'en soit l'auteur, lors des manifestations ayant eu lieu dans les rues des principales villes d'Haïti depuis le 7 février 2019 et ayant causé la mort d'au moins 7 personnes et d'importants dommages matériels ;

APPELLE tous les acteurs politiques et sociaux au calme et au dialogue visant à trouver un dénouement pacifique à la crise haïtienne afin de soulager les tensions ;

PREND ACTE des mesures économiques d'urgence annoncées par le premier ministre Jean-Henry Céant, incluant une réduction budgétaire de la primature, le retrait de privilèges « non nécessaires » aux hauts fonctionnaires de l'État et l'accent mis dans la lutte contre la corruption et la contrebande frontalière ;

APPUIE la tenue d'une enquête approfondie sur la gestion publique du fonds « Pétrocaribe » et ce, à la lumière des manquements identifiés dans le rapport de la Cour supérieure des comptes déposé devant le parlement haïtien le 31 janvier 2019 ;

RAPPELLE son soutien au Parlement haïtien pour l'accompagner dans la sortie de crise politique et le retour à une vie institutionnelle stabilisée.